

L'ÉDITO

Eric Deffet

**LA CONFIANCE
EN PANNE
CHEZ PUBLIFIN**

Tromperie ? Bidouillage ? Falsification ? *Le Soir* compris, la presse de ce vendredi n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer l'in vraisemblable codicille joint au rapport rédigé par Publifin sur le suivi des recommandations de la commission d'enquête : ne faut-il pas envisager une exception au plafond des rémunérations pour les dirigeants d'un groupe qui développe des activités dans des secteurs stratégiques et hautement concurrentiels ? Il fallait oser. Notez : c'est une question, pas une affirmation. Même pas une suggestion. Dans d'autres circonstances, on évoquerait la sempiternelle tempête dans un verre d'eau et on n'en parlerait déjà plus. Une maladresse tout au plus, une volonté de (trop) bien faire, d'illustrer un propos ardu, et rideau ! Et peut-être est-ce cela, au fond, qui a guidé la plume du socialiste Paul-Emile Mottard lorsqu'il a fallu « mettre au propre » le document à expédier à Namur ?

Mais d'autres observateurs émettent une autre hypothèse : le député provincial liégeois aurait été l'otage du management tout-puissant du groupe intercommunal. Il aurait obéi aux ordres, dans l'impossibilité de résister aux pressions d'une direction qui avance des arguments comme une possible fuite des cerveaux et des litiges à

**Deux victimes collatérales:
le PS et l'institution
provinciale**

n'en plus finir en lien avec des rémunérations en chute libre, et même un démantèlement du groupe lorsque celui-ci aura été privé de ceux qui le dirigent. Dans un cas comme dans l'autre, un constat s'impose : la démission du président du conseil d'administration ne règle rien chez Publifin. Elle témoigne simplement de la difficulté des milieux politiques liégeois à prendre en mains, ensemble, la nouvelle vie d'une entreprise à têtes multiples qui occupe 3.000 personnes. Elle prouve, si besoin en était, que tous les rappels à l'ordre et toutes les directives venues de Namur butent encore et toujours sur la détermination du management à faire cavalier seul.

Un délégué spécial du gouvernement avec rang d'observateur suffira-t-il à briser le cercle infernal qui emprisonne Publifin-Nethys dans sa logique ? Personne n'aurait compris que l'exécutif ne réagisse pas prestement au nouveau camouflet que constitue l'évocation d'un traitement salarial de faveur pour Stéphane Moreau et consorts. Mais observer ne suffit plus, il faut agir, et il est légitime de se demander si toute confiance n'a pas disparu entre les acteurs du dossier, qu'ils soient administrateurs ou directeurs.

Notons enfin que ce nouvel épisode navrant fait deux victimes collatérales : le PS et l'institution provinciale, qui n'avaient pas besoin de cela. Paul-Emile Mottard est socialiste et préside l'association des provinces wallonnes.